agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

AFRIQUE/ZAMBIE - Dénonciation de graves violations des droits humains de la part des Evêques

Lusaka (Agence Fides) – « Le respect et la protection des droits humains dans notre pays se détériorent actuellement de manière préoccupante » affirment les Evêques de Zambie dans leur dernière Lettre pastorale, envoyée à l'Agence Fides. Dans le document, il est fait explicitement référence à un « usage arbitraire du pouvoir de la part de fonctionnaires gouvernementaux, à des intimidations et menaces d'arrestation à l'encontre de responsables et de personnes qui critiquent le gouvernement, à des déportations et même à des menaces faites à des prêtres catholiques suite à des sermons considérés comme critiques vis-à-vis du gouvernement ».
La Lettre pastorale, intitulée Agir avec justice et cheminer humblement avec ton Dieu, trace un cadre de la situation du pays dans lequel, tout en reconnaissant le tournant démocratique ayant débuté en 1991 avec l'adoption du multipartisme, sont mis en évidence différents signaux de régression autoritaire et « d'intolérance politique tant entre les partis qu'en leur sein même », intolérance qui débouche parfois sur des actes de violence et finit par avoir des conséquences « sur le bien-être du commun des mortels ». Ce climat influence également l'action des forces de police, que les Evêques remercient pour les efforts qu'elles font contre le crime même s'ils notent que « au fil des ans, chaque parti de gouvernement semble disposer d'une liberté illimitée en ce qui concerne l'organisation tout type d'activités publiques, en tout temps et en tout lieu alors que les partis politiques d'opposition et certains organismes de la société civile sont littéralement discriminés à chaque fois qu'ils cherchent à proposer des activités publiques » et ce de la part de la police.
Les Evêques rappellent en outre la situation au Barotseland, dans la province occidentale. « Nous avons connaissance de l'existence d'un climat d'intimidation et de graves violations des droits humains dans la province occidentale : enlèvements de citoyens, arrestations arbitraires de personnes soumises ensuite à de longues périodes d'interrogatoire, y compris accompagnées de tortures. Ces actes sont totalement inacceptables. Ils doivent cesser immédiatement. Ce pays n'est pas en Etat d'urgence ». (L.M.) (Agence Fides 29/01/2013)

> LINKS
Texte intégral de la Lettre pastorale (en anglais):
http://www.fides.org/eng/documents/ACT_JUSTLY_AND_WALK_HUMBLY_WITH_YOUR_GOD.rtf:

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it